

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

3 juillet 2023

PROPOSITION DE LOI

**modifiant la loi du 30 juillet 2013
relative à la revente de titres d'accès
à des événements, en vue d'interdire
le recours à la tarification dynamique
pour la détermination du prix
des titres d'accès à des événements**

(déposée par Mme Leslie Leoni et consorts)

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

3 juli 2023

WETSVOORSTEL

**tot wijziging van de wet van 30 juli 2013
betreffende de verkoop
van toegangsbewijzen tot evenementen,
teneinde dynamische prijsbepaling
voor de toegangsbewijzen
voor evenementen te verbieden**

(ingediend door mevrouw Leslie Leoni c.s.)

RÉSUMÉ

La présente proposition de loi vise à interdire le recours à la tarification dynamique pour la détermination du prix des titres d'accès à des événements.

SAMENVATTING

Dit wetsvoorstel beoogt dynamische prijsbepaling voor de toegangsbewijzen voor evenementen te verbieden.

N-VA	: Nieuw-Vlaamse Alliantie
Écolo-Groen	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
PS	: Parti Socialiste
VB	: Vlaams Belang
MR	: Mouvement Réformateur
cd&v	: Christen-Democratisch en Vlaams
PVDA-PTB	: Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique
Open Vld	: Open Vlaamse liberalen en democraten
Vooruit	: Vooruit
Les Engagés	: Les Engagés
DéFI	: Démocrate Fédéraliste Indépendant
INDEP-ONAFH	: Indépendant – Onafhankelijk

Abréviations dans la numérotation des publications:		Afkorting bij de nummering van de publicaties:	
DOC 55 0000/000	Document de la 55 ^e législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi	DOC 55 0000/000	Parlementair document van de 55 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Questions et Réponses écrites	QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	Version provisoire du Compte Rendu Intégral	CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag
CRABV	Compte Rendu Analytique	CRABV	Beknopt Verslag
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)	CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaalde beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)
PLEN	Séance plénière	PLEN	Plenum
COM	Réunion de commission	COM	Commissievergadering
MOT	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT	Moties tot besluit van interpellaties (beigegekleurig papier)

DÉVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

La loi du 30 juillet 2013 relative à la revente de titres d'accès à des événements a dix ans.

À l'origine de cette loi, nous trouvons plusieurs initiatives parlementaires¹ visant un objectif commun: lutter contre la revente lucrative des tickets pour assister aux événements culturels et sportifs.

En effet, il était apparu qu'un marché secondaire pour la revente de titres d'accès s'était largement développé, tirant profit notamment des possibilités nouvelles de l'Internet et entraînant une augmentation artificielle des prix.

Il n'était, par ailleurs, pas rare que des artistes fassent *sold out* en quelques minutes à peine, les titres d'accès réapparaissant ensuite sur des sites comme *eBay* à des prix très largement supérieurs au prix initial.

Afin de lutter contre la spéculation dans le domaine culturel et de défendre le droit d'accès à la culture à un tarif raisonnable, une large majorité parlementaire s'est alors dégagée.

Dans les travaux parlementaires de la loi, nous trouvons notamment les considérations suivantes:

— “La culture doit être accessible au public le plus large possible”²;

— “Le grand public doit avoir accès à ces événements [culturels et sportifs] à des prix normaux”³;

— “Il faut interdire de tirer profit de positions dominantes”⁴;

— “Il en va de l'égalité d'accès à la culture. Bien sûr il sera toujours impossible de satisfaire tout le monde. Il y aura toujours des déçus, la demande étant bien souvent largement supérieure à l'offre. Néanmoins la culture n'est

¹ Proposition de loi relative à la revente de titres d'accès à des événements culturels et sportifs (déposée par M. Willem-Frédéric Schiltz et consorts), Doc 53.0656/001.

Proposition de loi portant diverses mesures concernant la revente des titres d'accès à certains événements (déposée par Mme Karine Lalieux et consorts), Doc 53.1109/001.

² Compte-rendu de la séance plénière du 2 mai 2013, CRIC 53 PLEN 140, p. 61.

³ Proposition de loi relative à la revente de titres d'accès à des événements culturels et sportifs (déposée par M. Willem-Frédéric Schiltz et consorts), Doc 53.0656/001.

⁴ Compte rendu de la séance plénière du 2 mai 2013, CRIC 53 PLEN 140, p. 69.

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

De wet van 30 juli 2013 betreffende de verkoop van toegangsbewijzen tot evenementen bestaat tien jaar.

Aan die wet lagen meerdere parlementaire initiatieven¹ ten grondslag, allemaal met hetzelfde doel: de lucratieve doorverkoop van tickets voor culturele en sportieve evenementen aan banden leggen.

Er was immers een hele secundaire markt voor de doorverkoop van toegangsbewijzen tot stand gekomen, waarbij met name profijt werd getrokken van de nieuwe mogelijkheden van het internet en ticketprijzen kunstmatig opgedreven werden.

Niet zelden gebeurde het dat tickets voor deze of gene artiest nog maar luttele minuten allemaal de deur uit waren, of ze verschenen tegen veel hogere prijzen op websites als *eBay*.

Om speculatie in culturele aangelegenheden tegen te gaan en het recht op toegang tot cultuur tegen redelijke prijzen te verdedigen, werd een parlementair front gevormd.

In de parlementaire voorbereiding van voormelde wet vinden we de volgende beschouwingen:

— “La culture doit être accessible au public le plus large possible”²;

— “Le grand public doit avoir accès à ces événements [culturels et sportifs] à des prix normaux”³;

— “Il faut interdire de tirer profit de positions dominantes”⁴;

— “Wij hebben hier te maken met (...) de gelijke toegang tot [cultuur]. Uiteraard blijft het onmogelijk om iedereen tevreden te stellen. Ontgoochelden zullen er altijd zijn omdat de vraag heel vaak veel groter is dan

¹ Wetsvoorstel betreffende de wederverkoop van toegangsbewijzen tot culturele en sportieve evenementen (ingediend door de heer Willem-Frederik Schiltz c.s.), DOC 53 0656/001.

Wetsvoorstel houdende diverse maatregelen met betrekking tot de doorverkoop van toegangstickets voor bepaalde evenementen (ingediend door mevrouw Karine Lalieux c.s.), DOC 53 1109/001.

² Verslag van de plenaire vergadering van 2 mei 2013, CRIV 53 PLEN 140, blz. 61.

³ Wetsvoorstel betreffende de wederverkoop van toegangsbewijzen tot culturele en sportieve evenementen (ingediend door de heer Willem-Frederik Schiltz c.s.), DOC 53 0656/001.

⁴ Verslag van de plenaire vergadering van 2 mei 2013, CRIV 53 PLEN 140, blz. 69.

pas un bien commercial comme les autres. Nous ne pouvons pas accepter que la loi du marché s'applique indéfiniment en laissant libre cours aux spéculateurs en tous genre"⁵.

La loi du 30 juillet 2013 relative à la revente de titres d'accès à des événements distingue entre la vente initiale et la revente (article 2). S'agissant du marché primaire, elle prévoit des règles de transparence concernant la vente initiale (article 4). S'agissant du marché secondaire, elle interdit la revente de manière habituelle, de même que la revente occasionnelle lucrative (article 5). La loi prévoit une concertation régulière avec les parties concernées (article 7). Elle prévoit la poursuite des infractions (articles 8/1 à 8/3 et 11 à 13), des sanctions (article 9) ainsi que la possibilité d'agir en justice notamment au travers d'actions en cessation (articles 14 et 15).

Il est donc évident que la loi du 30 juillet 2013 ne vise pas à interdire de revendre son billet lorsque, pour une raison ou l'autre, la personne ne peut pas assister à l'événement. La revente est possible et rien n'interdit à une personne qui possède un titre d'accès qu'il ne pourra pas utiliser de se mettre en contact avec d'autres fans intéressés.

En revanche, ce que la loi empêche, c'est de revendre plus cher que le prix initial. De même, il n'y a plus de place chez nous pour des usuriers de la culture qui se professionnaliseraient dans la revente des titres d'accès sur le marché secondaire.

Cela ne signifie pas que toute forme de marché au noir et de spéculation culturelle ait, pour autant, disparu. Mais les infractions peuvent désormais être sanctionnées et les abus combattus. Aujourd'hui, les règles sont globalement respectées. Il s'agit d'une loi qui présente une vraie utilité.

Dix ans après l'adoption de la loi du 30 juillet 2013, nous constatons, toutefois, que les possibilités de faire du profit grâce à Internet ont fortement évolué.

Désormais, les entreprises ont accès à des bases de données gigantesques, stockables à coûts réduits. Cela leur permet de mettre en place des techniques de tarification neuves, permettant de générer des bénéfices plus importants, et ce au détriment du droit à l'accès à la culture à un tarif raisonnable comme nous le dénoncions déjà il y a dix ans.

⁵ Proposition de loi portant diverses mesures concernant la revente des titres d'accès à certains événements (déposée par Mme Karine Lalieux et consorts), Doc 53.1109/001, p. 3.

het aanbod. Cultuur is echter geen commercieel goed zoals een ander. Wij kunnen niet aanvaarden dat de wet van vraag en aanbod ongebreideld van toepassing is en dat allerhande speculanten vrij spel krijgen."⁵

De wet van 30 juli 2013 betreffende de verkoop van toegangsbewijzen tot evenementen maakt een onderscheid tussen oorspronkelijke verkoop en doorverkoop (artikel 2). Voor de primaire markt koppelt ze transparantieregels aan de oorspronkelijke verkoop (artikel 4). Voor de secundaire markt verbiedt ze de regelmatige doorverkoop, alsook de lucratieve occasionele doorverkoop (artikel 5). De wet voorziet niet alleen in geregeld overleg met de betrokken partijen (artikel 7), maar ook in de vervolging van inbreuken (artikelen 8/1 tot 8/3 en 11 tot 13), in sancties (artikel 9) en in de mogelijkheid in rechte op te treden, met name via vorderingen tot staking (artikel 14 en 15).

Het is dus duidelijk dat de wet van 30 juli 2013 niemand verbiedt een ticket door te verkopen wanneer hij of zij om een of andere reden het evenement niet kan bijwonen. Doorverkoop mag en niets belet iemand met een ticket dat hij of zij zelf niet kan gebruiken, in contact te treden met geïnteresseerde fans.

De wet verhindert daarentegen om een hogere prijs te vragen dan de originele. Ook is er in België niet langer ruimte voor cultuurwoekeraars die er zich haast professioneel op toeleggen tickets door te verkopen op de secundaire markt.

Daarmee is nog niet elke zwarte markt of elke speculatie in culturele aangelegenheden verdwenen. Maar in elk geval kunnen voortaan inbreuken worden gesanctioneerd en misbruiken tegengegaan. Over het algemeen worden de regels thans gerespecteerd. De wet bewijst haar nut.

Tien jaar nadat de wet van 30 juli 2013 werd aangenomen, stellen we echter vast dat er veel meer mogelijkheden zijn om dankzij het internet lucratieve zaakjes te doen.

De bedrijven hebben thans toegang tot gigantische databanken, die tegen beperkte prijs kunnen worden opgeslagen. Daardoor kunnen ze nieuwe tarifieringstechnieken gebruiken en zodoende grotere winsten boeken, echter ten koste van het recht op toegang tot cultuur tegen een redelijke prijs, zoals reeds tien jaar geleden aan de kaak werd gesteld.

⁵ Wetsvoorstel houdende diverse maatregelen met betrekking tot de doorverkoop van toegangstickets voor bepaalde evenementen (ingediend door mevrouw Karine Lalieux c.s.), DOC 53 1109/001, blz. 3.

Parmi ces techniques neuves, il faut relever le technique de la “tarification dynamique” ou “en temps réel”. Cette technique consiste à modifier le prix d’une manière très souple et rapide en réaction aux demandes du marché.

Divers articles de presse y ont récemment fait écho. Selon le journal *Le Soir*, “Beyoncé a inauguré le principe de la tarification dynamique en Belgique. En février, son concert au stade Roi Baudouin a été sold-out en une heure. Mais une poignée de tickets “platinum” étaient encore disponibles dans une sorte de marché secondaire, selon le principe de l’offre et de la demande. Concrètement, moins il restait de tickets, plus leur prix augmentait. Avec 12.000 fans sur la liste d’attente, on pouvait raisonnablement s’attendre à ce que les prix grimpent en flèche. Et ce fut le cas. Ils ont, en effet, triplé. De 65 à 182 euros, les tickets platinum ont atteint des prix situés entre 236 et 595 euros”⁶.

Un article de la RTBF indique que cette même stratégie de tarification dynamique a été appliquée aux concerts de Bruce Springsteen dans le cadre de sa tournée de 2023, ce qui a entraîné des prix de billets colossaux qui ont parfois grimpé jusqu’à 5.000 dollars! Cela a forcément indigné les fans.

Plus fondamentalement cela soulève la question de savoir si de tels prix pour une place de concert doivent désormais devenir la norme?⁷

Pour les auteurs de la présente proposition de loi, la réponse à cette question est clairement “non”.

Il est, cependant, vrai que le mode de rémunération des artistes a changé. La vente de disques a chuté. Les artistes sont souvent de plus en plus dépendants de plates-formes de distribution numérique, qui rémunèrent insuffisamment. En contrepartie, la vente de places de concert devient une source très importante de revenus pour les artistes.

On peut, toutefois, s’interroger sur la hauteur des prix de certains concerts, en particulier de blockbusters qui inaugurent des pratiques de formation de prix qui semblent excessifs. De telles pratiques, si elles se généralisent, pourraient sérieusement entamer le caractère festif et convivial que les concerts et événements sportifs doivent conserver.

Een van die nieuwe technieken is de “dynamische” en “realtime” prijsbepaling. Bij die techniek wordt de prijs zeer flexibel en snel aangepast naar aanleiding van de vraag op de markt.

In de pers zijn hier recent meerdere berichten over verschenen. *Le Soir* schreef: “Beyoncé a inauguré le principe de la tarification dynamique en Belgique. En février, son concert au stade Roi Baudouin a été sold-out en une heure. Mais une poignée de tickets “platinum” étaient encore disponibles dans une sorte de marché secondaire, selon le principe de l’offre et de la demande. Concrètement, moins il restait de tickets, plus leur prix augmentait. Avec 12.000 fans sur la liste d’attente, on pouvait raisonnablement s’attendre à ce que les prix grimpent en flèche. Et ce fut le cas. Ils ont, en effet, triplé. De 65 à 182 euros, les tickets platinum ont atteint des prix situés entre 236 et 595 euros.”⁶

De RTBF meldde dat diezelfde strategie van dynamische prijsbepaling werd toegepast op de concerten van Bruce Springsteen tijdens zijn tournee van 2023, wat gigantische ticketprijzen tot soms 5.000 dollar met zich heeft gebracht. Dat heeft de fans uiteraard verontwaardigd.

Meer fundamenteel doet dat de vraag rijzen of dergelijke prijzen voor een concertticket voortaan de norm moeten worden.⁷

Voor de indieners van dit wetsvoorstel is het antwoord op die vraag duidelijk “neen”.

Het is natuurlijk wel zo dat de wijze waarop artiesten hun geld verdienen, is veranderd. De platenverkoop is gekelderd. De artiesten zijn almaar vaker afhankelijk van digitale distributieplatforms, die onvoldoende betalen. Daartegenover wordt de verkoop van concerttickets voor de artiesten een belangrijke inkomstenbron.

Er kunnen echter vragen worden gesteld bij de hoogte van de prijzen van bepaalde concerten, vooral die van de grote namen, die prijsbepalingspraktijken introduceren die buitensporig overkomen. Indien dergelijke praktijken de regel worden, dan zouden ze in sterke mate ten koste kunnen gaan van het feestelijke, gemoedelijke karakter dat concerten en sportevenementen moeten behouden.

⁶ Didier Zacharie, *Beyoncé inaugure la “tarification dynamique” en Belgique*, in *Le Soir*, 13/05/2023.

⁷ Malaïka Mukaz, 5000 dollars pour une place de concert: la tarification dynamique deviendra-t-elle la norme? *RTBF.be*, 26 août 2022.

⁶ Didier Zacharie, *Beyoncé inaugure la “tarification dynamique” en Belgique*, *Le Soir*, 13 mei 2023.

⁷ Malaïka Mukaz, 5000 \$ pour une place de concert: la tarification dynamique deviendra-t-elle la norme?, raadpleegbaar op *rtbf.be*, 26 augustus 2022.

Il faut, par conséquent, faire évoluer la loi du 30 juillet 2013 relative à la revente de titres d'accès à des événements. En effet, le problème que nous constatons aujourd'hui au niveau du marché primaire (des profits artificiels générés au moyen d'une tarification dynamique) est parfaitement équivalent à celui constaté il y a dix ans au niveau du marché secondaire (des profits artificiels générés par l'intermédiaire des sites de revente).

Pour les mêmes raisons qu'il y a dix ans, une intervention du législateur sur les mécanismes de formation des prix est donc nécessaire et cela pour les raisons suivantes:

- pour que les événements culturels et sportifs restent accessibles au plus grand nombre possible;
- pour interdire de tirer profit de positions dominantes; et
- pour assurer l'égalité d'accès à la culture, étant bien entendu qu'il sera toujours impossible de satisfaire tout le monde mais néanmoins que la culture n'est pas un bien commercial comme les autres.

La présente proposition de loi s'inscrit dans ce contexte. Elle prévoit d'interdire la tarification dynamique pour la détermination du prix des titres d'accès à des événements tant sur le marché primaire que sur le marché secondaire.

COMMENTAIRE DES ARTICLES

Article 1^{er}

Cet article n'appelle pas de commentaire particulier.

Art. 2

Cet article définit la notion de "tarification dynamique".

La "tarification dynamique" est définie comme une technique consistant à modifier le prix d'une manière très souple et rapide en réaction aux demandes du marché.

Cette définition est reprise du droit européen, à savoir le considérant 45 de la directive (UE) 2019/2161 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 modifiant la directive 93/13/CEE du Conseil et les directives 98/6/CE, 2005/29/CE et 2011/83/UE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne

De wet van 30 juli 2013 betreffende de verkoop van toegangsbewijzen tot evenementen moet derhalve worden bijgesteld. Het probleem dat vandaag op de primaire markt wordt vastgesteld (kunstmatige winsten door middel van dynamische prijsbepaling) is krek hetzelfde als hetwelk tien jaar geleden op de secundaire markt werd vastgesteld (kunstmatige winsten via doorverkoopsites).

Om dezelfde redenen als tien jaar geleden moet de wetgever nu ingrijpen op de prijsvormingsmechanismen, met name om:

- culturele en sportieve evenementen toegankelijk te houden voor zoveel mogelijk mensen;
- te verbieden voordeel te trekken van dominante posities; en
- gelijke toegang tot cultuur te waarborgen, met dien verstande dat het altijd onmogelijk zal zijn iedereen tevreden te stellen, maar vanuit het idee dat cultuur geen commercieel goed als een ander is.

Dit wetsvoorstel past binnen die context. Het beoogt een verbod op dynamische prijsbepaling voor de toegangsbewijzen voor evenementen, zowel op de primaire als op de secundaire markt.

TOELICHTING BIJ DE ARTIKELEN

Artikel 1

Dit artikel behoeft geen bijzondere toelichting.

Art. 2

Dit artikel definieert het begrip "dynamische prijsbepaling".

"Dynamische prijsbepaling" wordt omschreven als een techniek waarbij de prijs zeer flexibel en snel wordt veranderd naar aanleiding van de vraag op de markt.

Die definitie is overgenomen uit het Europees recht, namelijk uit considerans 45 van Richtlijn (EU) 2019/2161 van het Europees Parlement en de Raad van 27 november 2019 tot wijziging van Richtlijn 93/13/EEG van de Raad en Richtlijnen 98/6/EG, 2005/29/EG en 2011/83/EU van het Europees Parlement en de Raad wat betreft

une meilleure application et une modernisation des règles de l'Union en matière de protection des consommateurs.

Art. 3 et 4

Ces articles interdisent de recourir à la tarification dynamique pour la détermination du prix de titres d'accès à un événement.

L'interdiction vaut tant pour la vente initiale (article 3) que pour la revente (article 4).

Il est précisé ici que, eu égard au libellé actuel de l'article 9 de la loi du 30 juillet 2013, le non-respect de l'interdiction susvisée sera soumis soit à une amende pénale de niveau 2, soit à une amende administrative de même niveau (sans qu'une modification de la loi soit nécessaire). De même, les infractions à l'interdiction susvisée pourront être recherchées et constatées par les agents commissionnés par le ministre (article 11 de la loi du 30 juillet 2013); en cas d'infraction, un avertissement pourra être adressé au contrevenant (article 12) et une transaction pourra être proposée au contrevenant (article 13 de la même loi), sans qu'une modification de la loi soit nécessaire.

Art. 5

Cet article ouvre la possibilité d'introduire une action en cessation en cas d'infraction à l'interdiction de recours à la tarification dynamique pour la détermination du prix de vente des titres d'accès.

Il est à noter qu'une action en cessation en cas d'infraction à l'interdiction du recours à la tarification dynamique au niveau de la revente sera également possible, et cela en vertu de l'actuel article 14 de la loi du 30 juillet 2013.

Leslie Leoni (PS)
Ahmed Laaouej (PS)
Melissa Depraetere (Vooruit)
Patrick Prévot (PS)
Christophe Lacroix (PS)

betere handhaving en modernisering van de regels voor consumentenbescherming in de Unie.

Art. 3 en 4

Deze artikelen beogen een verbod in te stellen op dynamische prijsbepaling voor de toegangsbewijzen voor evenementen.

Het verbod zou gelden voor zowel de oorspronkelijke verkoop (artikel 3) als de doorverkoop (artikel 4).

Er wordt verduidelijkt dat, gelet op de huidige verwoording van artikel 9 van de wet van 30 juli 2013, elke niet-naleving van het verbod zal worden bestraft met hetzij een strafrechtelijke geldboete van niveau 2, hetzij een administratieve geldboete van hetzelfde niveau (zonder verdere wetswijziging). Ook zullen de door de minister aangestelde ambtenaren inbreuken op dat verbod kunnen opsporen en vaststellen (artikel 11 van de wet van 30 juli 2013); in geval van een inbreuk zal aan de overtreder een waarschuwing kunnen worden gericht (artikel 12) en een schikking kunnen worden voorgesteld (artikel 13 van dezelfde wet), zonder dat een wijziging van de wet noodzakelijk is.

Art. 5

Dit artikel creëert de mogelijkheid van een vordering tot staking in geval van een inbreuk op het verbod op dynamische prijsbepaling voor toegangsbewijzen.

Overigens zal een vordering tot staking in geval van een inbreuk op het verbod op dynamische prijsbepaling ook mogelijk zijn bij doorverkoop, op grond van het huidige artikel 14 van de wet van 30 juli 2013.

PROPOSITION DE LOI**Article 1^{er}**

La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

Art. 2

L'article 2 de la loi du 30 juillet 2013 relative à la revente de titres d'accès à des événements est complété par un 8° rédigé comme suit:

"8° tarification dynamique: une technique de tarification qui consiste à modifier le prix d'une manière très souple et rapide en réaction aux demandes du marché."

Art. 3

L'article 4 de la même loi est complété par un paragraphe 4 rédigé comme suit:

"§ 4. Il est interdit de recourir à la tarification dynamique pour la détermination du prix de vente du titre d'accès."

Art. 4

L'article 5 de la même loi est complété par un paragraphe 5 rédigé comme suit:

"§ 5. Il est interdit de recourir à la tarification dynamique lors de la revente du titre d'accès."

Art. 5

Dans l'article 14, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la même loi, les mots "à l'article 4, § 4, ou" sont insérés entre les "constituant une infraction" et les mots "à l'article 5".

31 mai 2023

Leslie Leoni (PS)
Ahmed Laaouej (PS)
Melissa Depraetere (Vooruit)
Patrick Prévot (PS)
Christophe Lacroix (PS)

WETSVOORSTEL**Artikel 1**

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

Art. 2

Artikel 2 van de wet van 30 juli 2013 betreffende de verkoop van toegangsbewijzen tot evenementen wordt aangevuld met een bepaling onder 8°, luidende:

"8° dynamische prijsbepaling: een prijsbepalingstechniek waarbij de prijs zeer flexibel en snel wordt veranderd naar aanleiding van de vraag op de markt."

Art. 3

Artikel 4 van dezelfde wet wordt aangevuld met een paragraaf 4, luidende:

"§ 4. Het is verboden om voor toegangsbewijzen gebruik te maken van dynamische prijsbepaling."

Art. 4

Artikel 5 van dezelfde wet wordt aangevuld met een paragraaf 5, luidende:

"§ 5. Het is verboden om bij de doorverkoop van toegangsbewijzen gebruik te maken van dynamische prijsbepaling."

Art. 5

In artikel 14, § 1, eerste lid, van dezelfde wet, worden de woorden "van artikel 4, § 4, of" ingevoegd tussen de woorden "die een inbreuk uitmaakt op de bepalingen" en de woorden "van artikel 5".

31 mei 2023